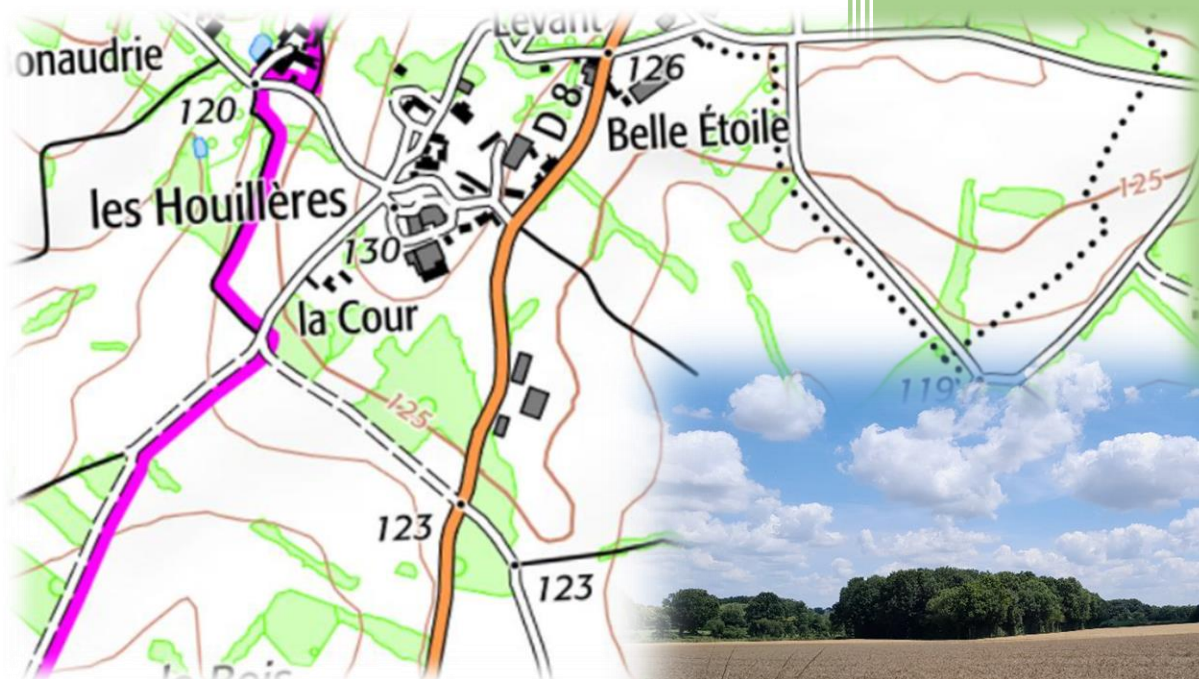


Maître d'ouvrage:

GAEC LES HOUILLERES  
LES HOUILLERES  
85410 ST LAURENT DE LA SALLE  
Mr CLEMENT PHELIPPEAU  
06-27-16-60-90

Pré études technique et réglementaire

# PROJET DE RESERVE EN EAU



## Table des matières

1. Identification de l'exploitation .....	3
2. Objet du dossier .....	4
2.1 Projet .....	4
2.2 Motivations .....	6
2.3 Situation géographique .....	7
2.4 Situation hydrographique .....	8
2.5 Contexte réglementaire .....	9
2.6 Approche économique .....	10
2.7 Urbanisme .....	11
3. Contexte environnementale .....	12
3.1 Contexte et calcul de la ressource en eau .....	12
3.2 Situation géologique et morphologique .....	13
3.3 Les secteurs d'intérêts écologique .....	14
3.3.1 Les ZNIEFF .....	14
3.3.2 Natura 2000 .....	15
3.3.3 Schéma de cohérence écologique des Pays de la Loire .....	15
3.4 Les zones humides .....	17
3.5 Environnement proche .....	21
3.5.1 Habitation .....	21
3.6 Servitude .....	21
3.7 Accès à l'ouvrage .....	22
3.8 Incidences des travaux .....	22
3.9 Réseau de canalisations et parcellaire irrigable .....	23
4. Le SDAGE et le SAGE .....	23
4.1 Le SDAGE Loire Bretagne .....	23
4.2 Le règlement du SAGE du Lay .....	24
5. Conclusion .....	25

La pré-étude est un dossier qui rassemble l'ensemble des éléments nécessaires à l'élaboration d'un projet soumis au code de l'environnement, de l'urbanisme et toutes autres démarches déterminantes pour la poursuite du dossier et la réalisation d'une étude d'incidence.

Ce dossier de pré-étude cible les éléments tels que les zonages environnementaux, la détermination ou l'absence de zone humide, toutes démarches soumises au code de l'environnement, le zonage suivant le code de l'urbanisme et son règlement qui s'y applique mais également la compatibilité du projet vis-à-vis des dispositions du SDAGE et du SAGE en place.

Différentes consultations sont alors entreprises afin de s'assurer des disponibilités de la ressource en eau, de la compatibilité des travaux suivant le secteur communal zoné et des impacts à prévoir sur l'environnement et secteurs protégés.

Les services DDT(M) sont systématiquement associés à la démarche de pré-étude, le site est alors visité et constaté par le service instructeur. Sont également associés à la visite, si nécessaire, les services de la mairie, DRAC ou des Bâtiments de France. Dans tous les cas, une demande au titre de l'archéologie préventive est effectuée.

La pré-étude est ensuite présentée aux services de la DREAL suivant l'annexe à l'article R122-2. L'examen au cas par cas par l'autorité environnementale et la décision qui en résulte permettent de lever ou de confirmer cette présomption d'impact environnemental significatif.

Une fois la décision de la DREAL rendue, les études techniques et la réalisation du dossier d'incidence peuvent se poursuivre.

Les études techniques consistent à effectuer les profils de sol à la pelleuse, permettant de déterminer la qualité et la quantité de matériaux nécessaires pour la réalisation de l'ouvrage. Les levés topographiques sont également effectués afin de déterminer la surface exacte et le volume d'eau précis de la contenance de la retenue.

Enfin, une fois le dossier Loi Sur l'Eau terminé, celui est déposé aux services instructeurs conformément à l'article R214-35 du code de l'environnement.

En parallèle, un dossier au titre du code de l'urbanisme est déposé à la mairie de la commune concernée par le projet suivant l'article R421-23 ou R421-19, en fonction des surfaces d'emprise totale soumettant le projet à déclaration préalable ou permis d'aménager.

CAVAC est dotée de multiples services compétents, capable de conseiller et préparer au mieux les agriculteurs du territoire Vendée.

*Le service agronomique est impliqué dans les démarches de pré-étude afin de cibler le potentiel des sols en tenant compte des choix de pratiques et techniques de cultures. (Conduite en conventionnelle ou biologiques, avec ou sans labour, détermination des réserves utiles de sol...*

*Les conseillers économiques, accompagnent les exploitants, en société ou en individuel, afin de sécuriser le système économique de l'exploitant.*

*Le service environnement épaula les agriculteurs dans leur démarches soumises à procédure, mais également dans les actions de plantations, agroforesterie, couvertures des sols ou renforcement des prairies.*

*La mutualisation de l'ensemble de ces moyens, permet de préparer et sécuriser au mieux les projets.*

## 1. Identification de l'exploitation

**GAEC LES HOUILLERES**

**LES HOUILLERES**

**85410 ST LAURENT DE LA SALLE**

**Mr CLEMENT PHELIPPEAU**

**06-27-16-60-90**

Numéro de SIRET : 32437969200019

SAU : 210 hectares

UTH : 2.5

**Activités sur l'exploitation agricole : Polycultures / élevage**

**Assolement :**

Blé / Ray-Grass/Tournesol/Maïs ensilage/Prairies

**Élevage :**

Vaches Allaitantes : 130

## 2. Objet du dossier

### 2.1 Projet

L'objectif du projet consiste à créer une réserve permettant le stockage en eau hivernale d'une capacité d'environ 45 000 m<sup>3</sup>.

La retenue créée sera endiguée à l'aide matériaux naturelles et son remplissage sera assuré suivant deux modes de remplissage.

-Par collecte des eaux gravitaire provenant du bassin amont.

-Par relevage de l'eau de ruissellement piégée dans un plan d'eau existant.

Le choix de la parcelle est retenu pour différents critères ;

- La présence d'une ressource électrique proche
- La présence d'un piège à eau existant
- La situation du futur ouvrage vis-à-vis du bassin versant
- En cohérence avec le parcellaire exploité par le GAEC
- La maîtrise du foncier
- La présence de matériaux argileux d'après les sondes tarière

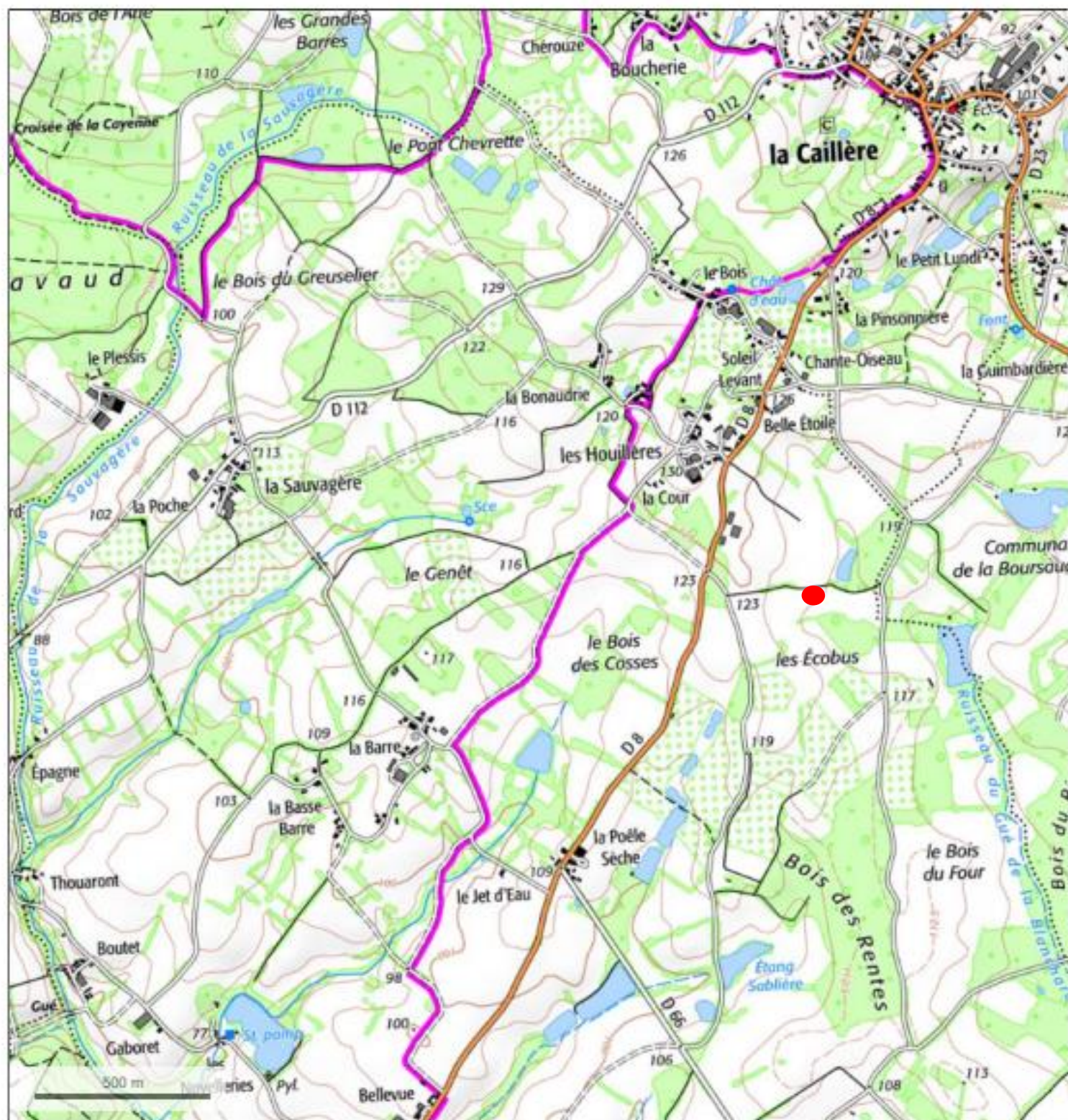
Le projet se situe sur la commune de Saint LAURENT DE LA SALLE, commune entièrement couverte par le SAGE du LAY.

<b>Commune ; Lieu-dit</b>	<b>SAINT LAURENT DE LA SALLE</b>	<b>Bois Nalbert</b>
<b>Coordonnées cadastrales</b>	<b>Parcelle N° 670</b>	<b>Section 0B</b>
<b>Coordonnées GPS</b>	<b>Latitude : 46.604704°</b>	<b>Longitude : -0.916795°</b>



## Localisation IGN du projet

### GAEC Les Houillères



## 2.2 Motivations

Après analyse des besoins, environ 25 ha de cultures seront irrigués annuellement, suivant les rotations de cultures.

Le volume total à mobiliser est estimé à partir du besoin moyen enregistré pour des volumes irrigués dans le département et de la surface exploitée, soit pour le projet, un volume avoisinant les 45 000 m<sup>3</sup> (1200 à 1800 m<sup>3</sup>/ha).

Le potentiel de réserve facilement utilisable par le sol est hétérogène suivants les parcelles exploitées. C'est pourquoi une variabilité de 1200 à 1800 m<sup>3</sup>/ha est prise en compte.

L'apport d'eau aux stades sensibles des cultures permettra d'assurer un rendement minimum et la contractualisation de cultures spécialisées.

La concrétisation du projet permettra à l'exploitation l'autonomie fourragère de l'exploitation pour l'atelier bovins.

Aussi, la ressource en eau permettra la mise en place de cultures nouvelles, comme la luzerne, pour la recherche de protéine produite sur l'exploitation, pour une récolte enrubannée, méthode alternative au foin.

Enfin, il sera possible pour l'exploitation, de contractualiser des cultures de type pommes de terre ou autres légumes de plein champ avec la possibilité d'apport en eau si cela est nécessaire.

Le projet consiste à collecter et stocker les eaux excédentaires, en période hivernale, sans aucun prélèvement en période d'étiage.

Les différentes ressources, comme la ressource en eau, la ressource électrique nécessaires à la réalisation de l'ouvrage sont présentes, non loin du site projet.

Aussi, l'accès à la propriété de la parcelle concernée est également possible.

Le projet permettra de se garantir des rendements minimums, chaque année, limitant ainsi le recours d'achat de fourrage extérieur et la diminution de compléments en matières azotées et protéine dans la ration des bovins.



## 2.3 Situation géographique

Le territoire municipal de Saint-Laurent-de-la-Salle s'étend sur 1 933 hectares. L'altitude moyenne de la commune est de 93 mètres, avec des niveaux fluctuants entre 37 et 136 mètres.

L'occupation des sols de la commune, telle qu'elle ressort de la base de données européenne d'occupation biophysique des sols Corine Land Cover (CLC), est marquée par l'importance des territoires agricoles (87,1 % en 2018), une proportion sensiblement équivalente à celle de 1990 (86,3 %). La répartition détaillée en 2018 est la suivante : terres arables (39,8 %), prairies (22,5 %), zones agricoles hétérogènes (22,5 %), forêts (12,3 %), cultures permanentes (2,3 %), zones urbanisées (0,6 %).



### Géographie

<b>Coordonnées</b>	46° 34' 11" nord, 0° 54' 59" ouest
<b>Altitude</b>	93 m Min. 37 m Max. 136 m
<b>Superficie</b>	19,33 km <sup>2</sup>
<b>Type</b>	Commune rurale
<b>Aire d'attraction</b>	Fontenay-le-Comte (commune de la couronne)

### Administration

<b>Pays</b>	 France
<b>Région</b>	Pays de la Loire
<b>Département</b>	Vendée
<b>Arrondissement</b>	Fontenay-le-Comte
<b>Intercommunalité</b>	Pays-de-Fontenay-Vendée
<b>Maire</b>	Sébastien Roy
<b>Mandat</b>	2020-2026
<b>Code postal</b>	85410
<b>Code commune</b>	85237



## 2.4 Situation hydrographique

### Bassin versant du projet

Le projet se situe sur le bassin versant de La Smagne

## MASSE D'EAU DE RIVIÈRE VERSION RAPPORTAGE 2016

### LA SMAGNE ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'A SAINTE-HERMINE

Code Sandre :  
**GR0575A**

Statut : **Validé**



### Station hydrométrique de référence du projet

Une station débitmétrique est présent sur le cours d'eau *La Smagne*

#### Informations générales

**Code station**  
N322 2010 10

**Libellé**  
La Smagne à Sainte-Pexine [Les Mottes]

**Complément de libellé**  
Non renseigné(e)

**Type de station**  
Station standard

**Station hydrométrique d'essais**  
Non

**Station à surveiller**  
Oui

**Ancien code Hydro 2**  
N3222010

**Commentaire**  
Non renseigné(e)

**Commune**  
Sainte-Pexine (85261)

**Coordonnées**  
Latitude : 6611352  
Longitude : 384275

**Type de projection**  
Lambert 93 (EPSG:2154)

**Point kilométrique**  
Non renseigné(e)

**Cote du zéro d'échelle**  
13480 mm

**Date de mise à jour de la référence altimétrique.**  
30/08/2017 12:09 TU

## 2.5 Contexte réglementaire

SDAGE Loire Bretagne Sage Bassin du Lay	Le projet se situe dans le périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Lay et le SDAGE Loire Bretagne.
3.3.1.0. Assèchement « mise en eau », imperméabilisation, remblais de zone humide ou de marais 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D)	Aucune zone humide ne sera impactée. - Aucune zone humide sur l'ouvrage - Aucune zone humide sur l'implantation du réseau de canalisation
1.2.1.0. Prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau où Canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe :	Pas de prélèvement sur cours d'eau
3.2.3.0. Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ; 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D). « Ne constituent pas des plans d'eau au sens de la présente rubrique les étendues d'eau réglementées au titre des rubriques 2.1.1.0., 2.1.5.0. et 3.2.5.0. de la présente nomenclature, ainsi que celles demeurant en lit mineur réglementées au titre de la rubrique 3.1.1.0. » « Les modalités de vidange de ces plans d'eau sont définies dans le cadre des actes délivrés au titre de la présente rubrique. » ;	Concerné La surface du projet représente un miroir d'eau inférieur à 3 ha. <b>Déclaration</b>
3.2.5.0 Barrage de retenue et ouvrages assimilés relevant des critères de classement prévus par l'article R. 214-112	L'ouvrage ne sera classé.
1.3.1.0 A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m³/h (A) 2° Dans les autres cas	Le projet se situe en Zone de Répartition des Eaux  Le projet fera l'objet d'une demande d'attribution de volumes de l'OUGC en place. Dans ce cas l'attributaire du volume est l'Etablissement Public du Marais Poitevin. Après consultation, des volumes sont, à ce jour, disponibles. Une demande annuelle sera faite pour le renouvellement du volume. Non concerné

Au regard des points ci-dessus, le projet sera soumis à Déclaration au titre du Code de l'Environnement.

## 2.6 Approche économique

L'étude économique n'est qu'une approche, n'ayant pas d'autre objectif que celui d'indiquer un ordre de grandeur des coûts d'investissement et le coût de fonctionnement. Cette étude figurera dans le dossier de déclaration loi sur l'eau.

D'autre part le projet génère des charges de structure. La charge sera existante même les années les plus humides ou l'irrigation ne sera pas ou peu nécessaire. Seul le poste électricité sera en charge opérationnelle.

L'étude économique abordée de l'exploitation porte avant tout sur les facteurs de réussite dans les systèmes suivants :

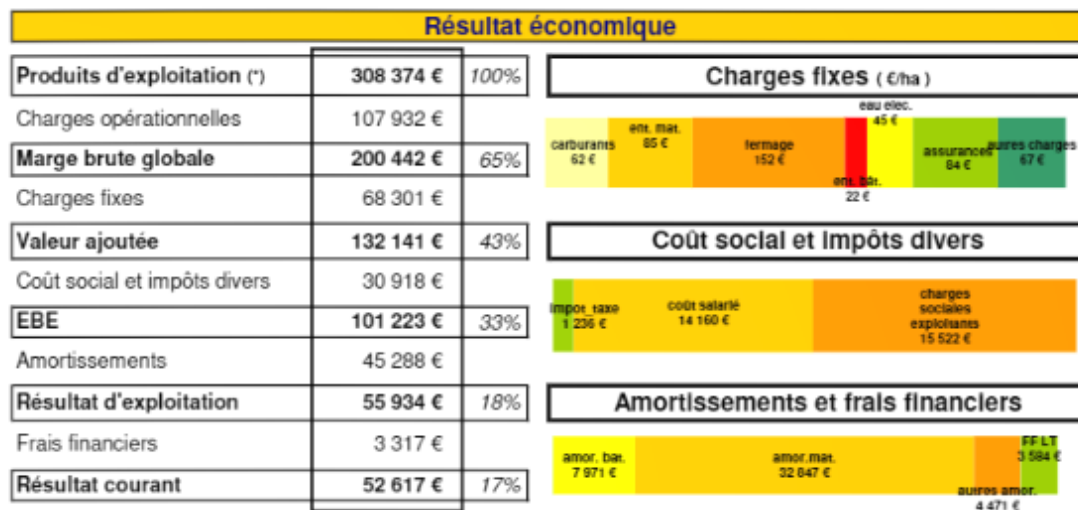
- La maîtrise du salissement des parcelles cultivées ; l'allongement des rotations, la couverture des sols, la réalisation de faux semis.
- La gestion durable de la matière organique des sols, avec la possibilité de l'EARL de poursuivre ses apports et la maîtrise des engrais organiques depuis l'atelier d'élevage.
- La qualité des produits récoltés pour répondre à la demande en céréales. L'exploitation dispose de terre à bon potentiel de culture de légumes.
- Les investissements en matériel sont maîtrisés sur l'exploitation. Le coût de mécanisation étant un poste de dépense important dans ce système.

L'irrigation permettra l'optimisation des amendements organiques complétés par le travail de couverture de sol, source de nutriment pour les cultures suivantes.

Les mélanges variétaux sont également étudiés ainsi que le sur-semis / à la volée sur les céréales à paille, assurant une couverture de sol dès la récolte des céréales à paille.

Le poste irrigation apportera ainsi une sécurisation des levées, un rendement minimum des cultures.

Les prix de ventes rémunérateurs permettront aussi de compenser les moindres rendements.



Une fois l'étude technique et les profils de sols réalisés, le dimensionnement précis de l'ouvrage permettra un chiffrage du cout total des travaux. Une étude économique affinée pourra alors être réalisée.

## 2.7 Urbanisme

En fonction de son emprise totale, le projet sera soumis à déclaration de travaux ou permis d'aménager.

Emprise totale < 2 ha : déclaration préalable

Emprise totale > 2 ha : permis d'aménager

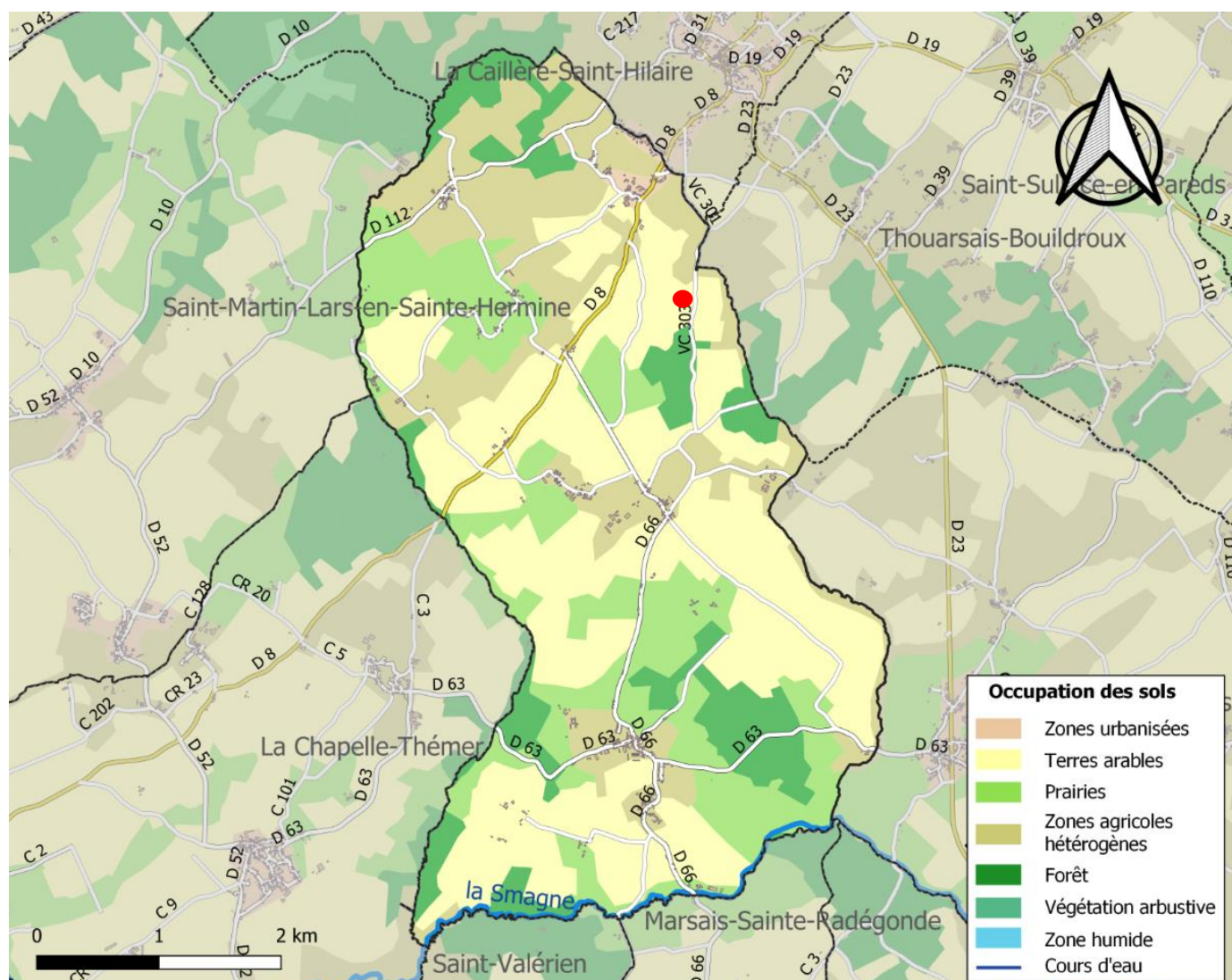
Aux vues des pentes naturelles du terrain, plutôt favorable, l'emprise devrait avoisiner les 2 hectares sans pour autant les dépasser.

L'étude technique et topographique déterminera précisément les surfaces en eau et l'emprise totale.

Le projet diminuera d'autant la surface cultivée de l'exploitation.

La commune de Saint Laurent de la Salle est couverte par le Règlement National d'Urbanisme dans ce cas les travaux d'affouillement ou d'exhaussement du sol réalisés en dehors des parties actuellement urbanisées de la commune ne doivent pas compromettre les activités agricoles ni être de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la salubrité publique (code de l'urbanisme, art. R.111-14 et R. 111-2)

Le projet présenté se situe dans l'occupation des sols « Terres arables ».





### 3.Contexte environnementale

#### 3.1 Contexte et calcul de la ressource en eau

Le périmètre du projet se situe dans le Bassin Versant du Lay

L'alimentation par interception des eaux de surfaces devra respecter les dispositions concernées dans le chapitre 7 du SDAGE Loire Bretagne 2022-2027

Pluviométrie à Chantonnay :

	Janv	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Total
Précipitation (mm)	97.5	67.4	63.5	67.3	62.6	44	49.9	45.2	73.2	106.9	96.3	103.1	876.9

Pluviométrie du 1<sup>er</sup> Novembre au 31 Mars : 427.8 mm

Pluviométrie annuelle : 876.9 mm

Le projet se situe sur le bassin versant du cours d'eau le THEU

#### **DANS TOUS LES CAS :**

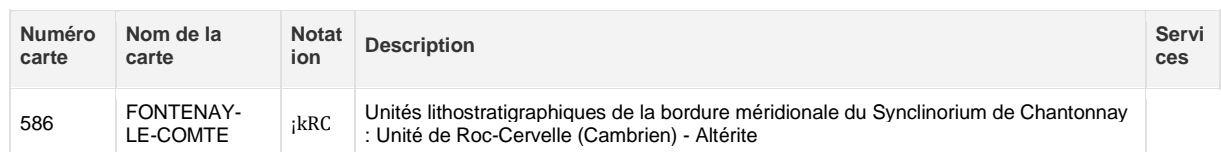
**Le remplissage se fera en période hivernale du (1er novembre-31 Mars)**

**Le projet étant situé en ZRE, le pétitionnaire devra faire une demande de volume annuel à l'Etablissement Public du Marais Poitevin (EPMP), qui est l'Organisme Unique de Gestion des Eaux (OUGC) sur le territoire.**

Les services SEN de la DDTM 85 ont confirmé lors de la présentation et visite du site la disponibilité de volume d'eau prélevable sur le secteur projet ainsi que la capacité de remplissage.

Un ouvrage de répartition aux normes, sera mis en place pour le remplissage gravitaire et par pompage.

Selon la carte géologique du BRGM, le projet se situe sur deux horizons géologiques :

13

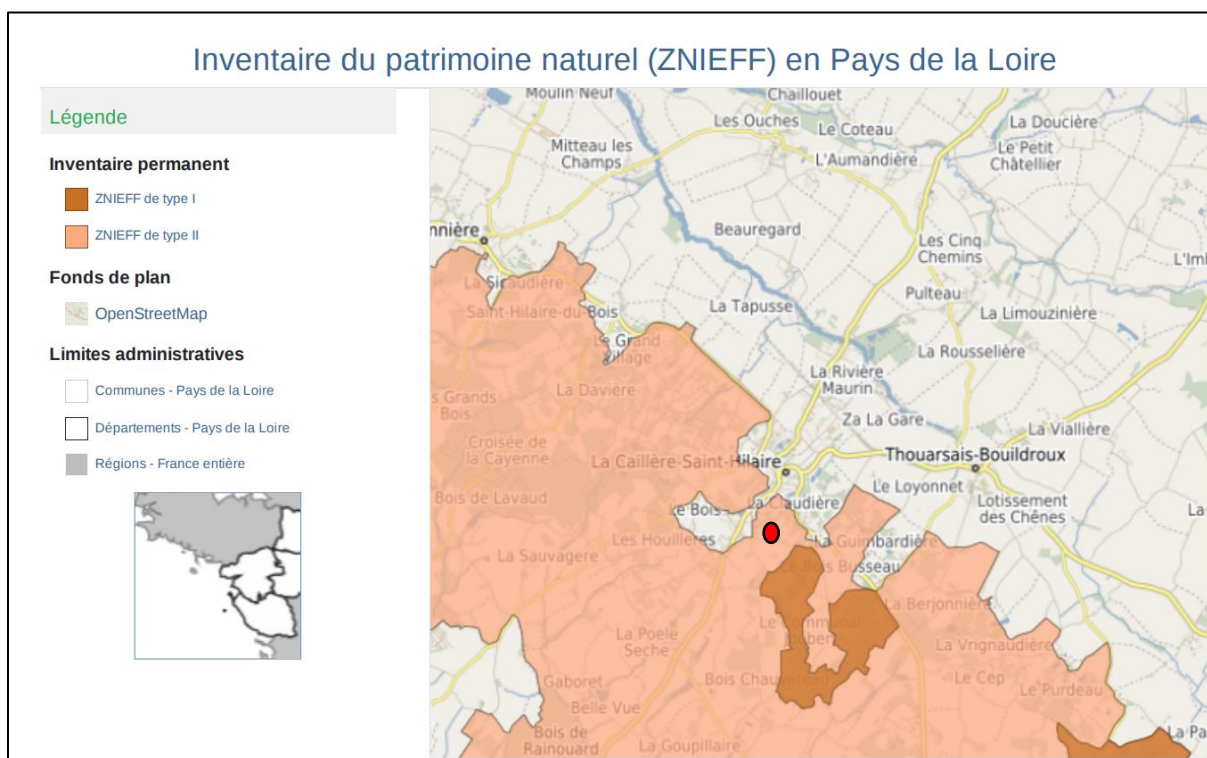
### 3.3 Les secteurs d'intérêts écologique

#### 3.3.1 Les ZNIEFF

Le projet se superpose à une ZNIEFF de type II.

ZNIEFF 520005788

BOCAGE ET BOIS ENTRE LA FORET DE VOUVANT ET LE SUD DE CHANTONNAY



Grand secteur de bois et de bocage où l'intensification de l'agriculture est encore modérée pour la Vendée.

L'ensemble du périmètre recouvre la limite nord du Bassin Aquitain, des shistes et des gneiss du sud du Massif Armoricain.

Les vallées de la Smagne et de la Longève ont été incluses pour l'apport d'espèces calcicoles comme *Lithospermum purpureum*, *Centaurea calcitrapa*, ... Ce sont aussi des territoires fort intéressants pour la Loutre et la Pie grièche écorcheur.

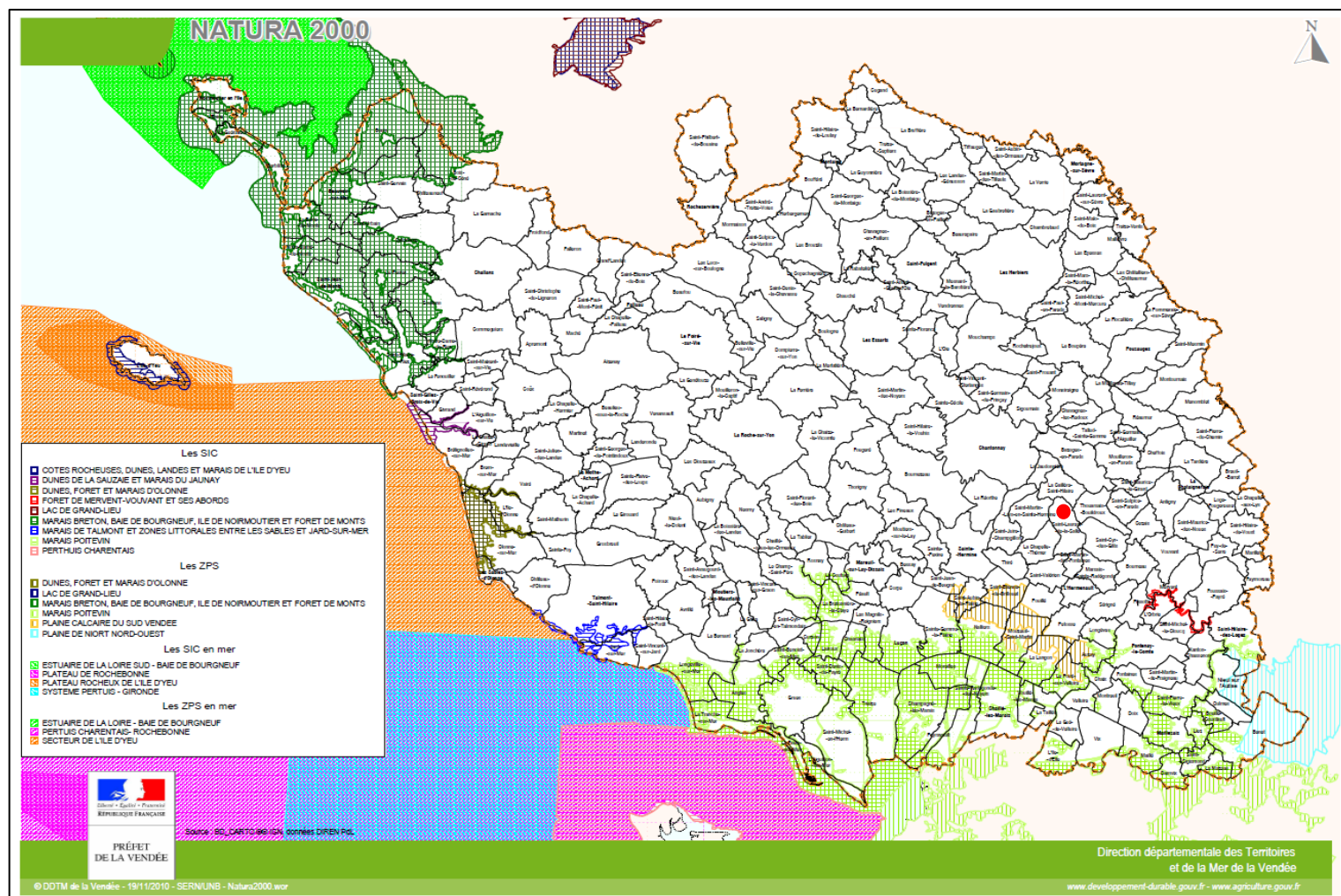
Les sources sur calcaire sont très intéressantes puisqu'une *Bythinella* sp. a été découverte, première donnée pour la Vendée. L'Alouette lulu et le Pipit des arbres sont bien représentés. Notons aussi la reproduction de la Truite fario.

Les grandes zones de cultures ont été exclues, ce qui augmente la proportion de bois. Le projet tiendra compte des points d'attention concernant ce secteur. Toutefois, le projet ne sera pas de nature à fragmenter les corridors de déplacement des espèces. D'autant plus que l'exploitation est entrée dans un programme de plantations de haie depuis 2 ans.



### 3.3.2 Natura 2000

Le projet se situe à plus de 13 km du site Natura 2000 le plus proche FR5200658 – Forêt de Mervent et ses abords



Le formulaire d'incidence sera détaillé dans l'étude d'incidence du dossier loi sur l'eau.

### 3.3.3 Schéma de cohérence écologique des Pays de la Loire

Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les corridors écologiques comprennent les espaces naturels ou semi-naturels ainsi que les formations végétales linéaires ou ponctuelles permettant de relier les réservoirs de biodiversité, et les couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau.

Certains réservoirs de biodiversité peuvent faire partie de la Trame verte et bleue sans savoir de vocation à être reliés entre eux lorsqu'il aura été démontré la pertinence de l'isolement naturel de ces espaces pour la conservation de la biodiversité compte tenu du fonctionnement des



Le projet conservera l'ensemble des éléments existants ; mare, fossé, haies...

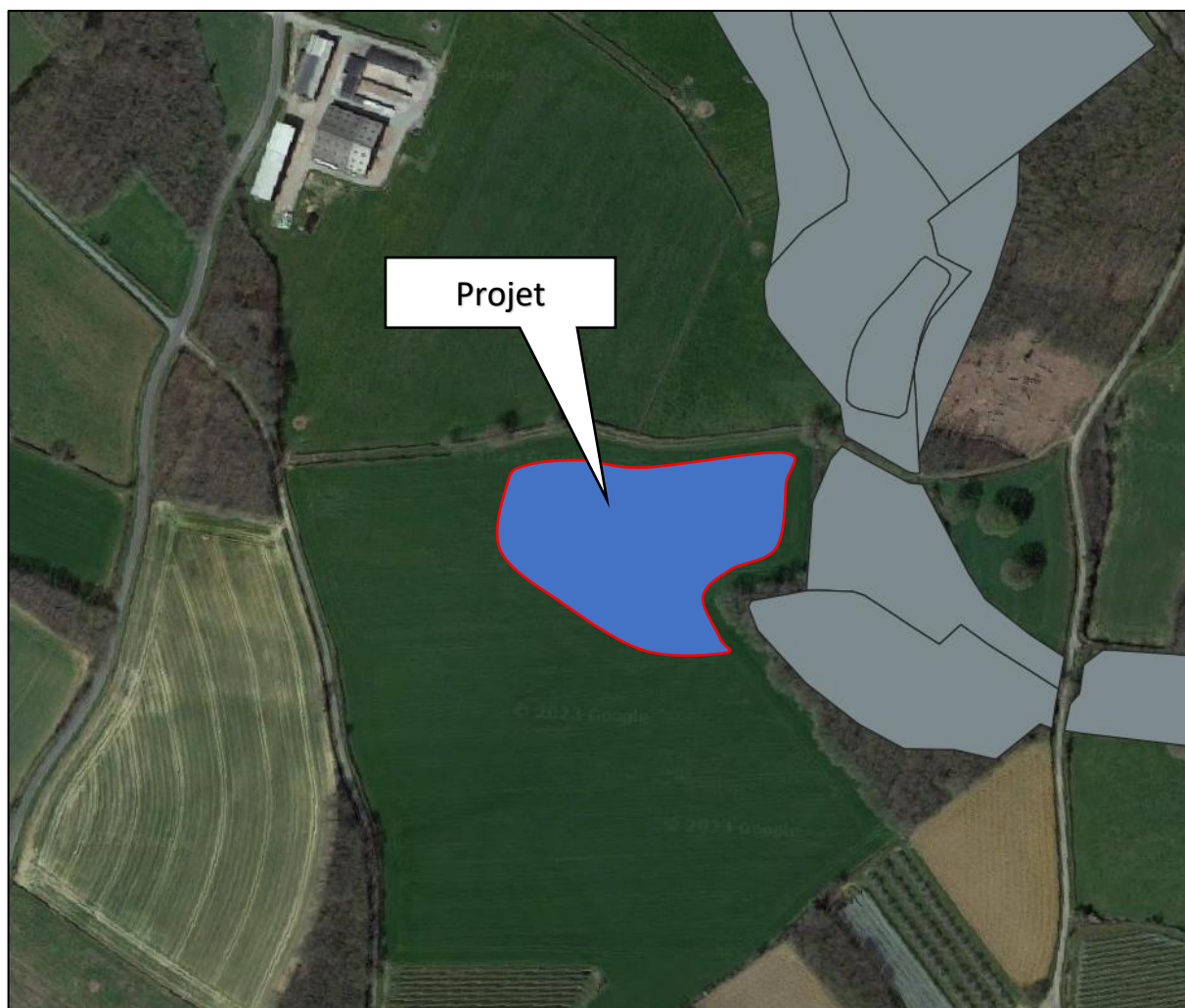


### 3.4 Les zones humides

Des prospections de terrain (végétation + pédologie) ont été effectuées pour déterminer précisément la présence de zones humides sur le périmètre du projet.



- Sondage NON Humide
- Sondage Humide



### **Méthodologie**

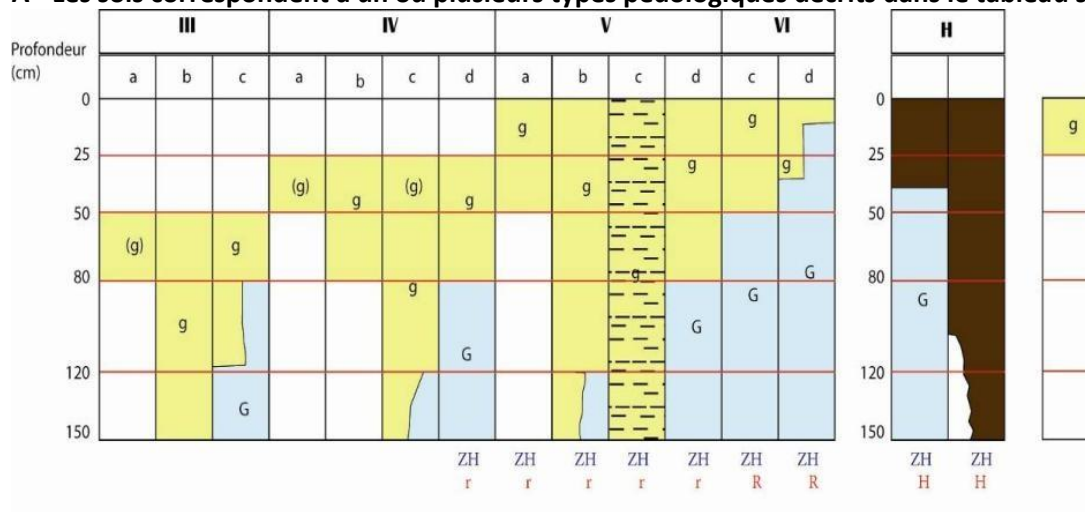
Critères :

Les sols évoluent de manière spécifique dans les zones humides et persistent au-delà des périodes d'engorgement des terrains, et dans une certaine mesure, de leur aménagement. Ils constituent ainsi les critères fiables du diagnostic. C'est pourquoi ils sont retenus pour délimiter des zones humides dans le cadre de l'article R.211-108 du Code de l'Environnement et l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009, ainsi que pour la mise en œuvre de la rubrique 3.3.1.0. de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement.

Désormais (en lien avec l'amendement de juillet 2019), une zone est considérée comme humide si elle présente l'un des critères suivants :



**A - Les sols correspondent à un ou plusieurs types pédologiques décrits dans le tableau suivant.**



#### Morphologie des sols correspondant à des "zones humides" (ZH)

- (g) caractère rédoxique peu marqué (pseudogley peu marqué)
- g caractère rédoxique marqué (pseudogley marqué)
- G horizon rédoxique (gley)
- H Histosols R Réductisols
- r Rédoxisols (rattachements simples et rattachements doubles)

*d'après Classes d'hydromorphie du Groupe d'Etude des Problèmes de Pédologie Appliquée (GEPPA, 1981)*

D'après le tableau présenté précédemment, les sols de zones humides correspondent :

- à tous les réductisols qui connaissent un engorgement permanent en eau à faible profondeur se marquant par des traits rédoxiques débutant à moins de 50 cm de profondeur dans le sol : classes VI (c et d) du tableau ;
- aux sols caractérisés par des traits rédoxiques débutant à moins de 25 cm de profondeur dans le sol, se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur : classes V (a, b, c, d) du tableau ;
- aux sols caractérisés par des traits rédoxiques débutant à moins de 50 cm de profondeur dans le sol, se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur, et des traits rédoxiques apparaissant entre 80 et 120 cm de profondeur : classe IV (d) du tableau

**B - Sa végétation, si elle existe, est caractérisée par :**

- soit des espèces dites hygrophiles et présentes dans « la liste des espèces indicatrices de zones humides inscrites à l'arrêté interministériel du 24 juin 2008 » de la région Pays de la Loire (annexe 2.1. de l'arrêté) ;
- soit des communautés d'espèces végétales, dénommées « habitats » caractéristiques de zones humides (annexe 2.2. de l'arrêté).



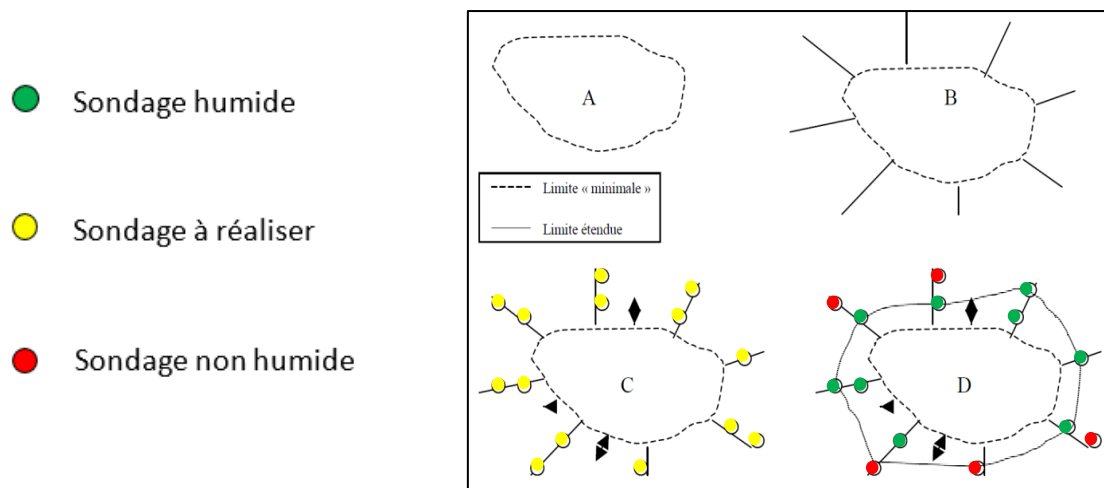
### Méthodologies :

Dès que le recouvrement des espèces végétales caractéristiques est supérieur à 50 % de la surface totale et/ou un habitat caractéristique est présent (cas présent ici), une première délimitation de zone humide effective est réalisée (étape A, figure suivante)

Ensuite, deux cas peuvent se présenter :

- soit la limite de végétation est franche, et dans ce cas la végétation typique de zone humide suffit à la matérialiser (par exemple : dépressions topographiques présentes) ;
- soit la limite présente une discontinuité (pas de topographie marquée) et l'utilisation du critère pédologique est préconisée.

La délimitation de la zone humide effective est poursuivie par des transects établis perpendiculairement à partir de la limite minimale identifiée par le critère floristique et allant vers la zone présumée non humide (étape B, figure ci-après). Des sondages pédologiques seront établis le long de ces transects, et leur espacement varie selon la taille des sites (étape C, figure ci-après). La limite de la zone humide se situe à partir du moment où les sondages ne sont plus caractéristiques de zone humide (étape D, figure ci-après).



Aucune espèce floriste caractéristique des zones humides n'a été recensée sur l'air d'étude.

## 3.5 Environnement proche

### 3.5.1 Habitation

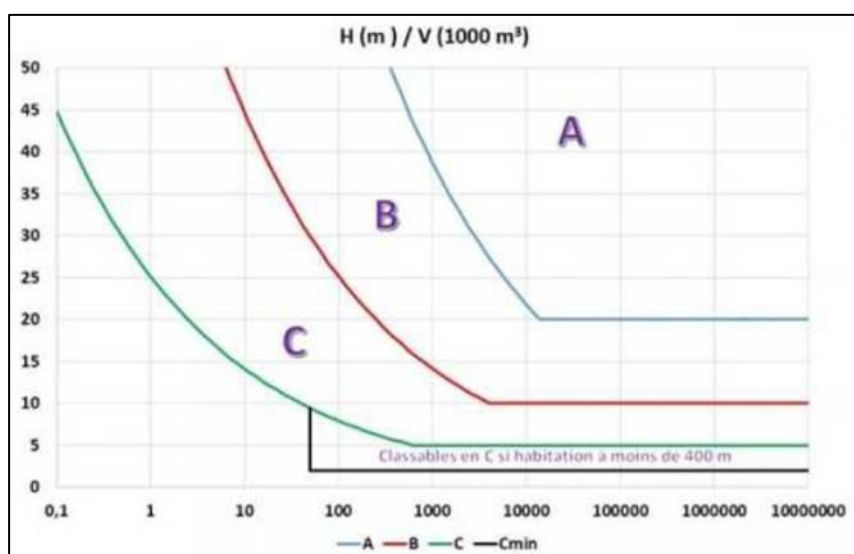
Le projet de retenue ne sera pas soumis aux classes de barrage.

*Les barrages de classe C ont une hauteur d'au moins 5 mètres et retiennent, quand ils sont pleins, un volume d'eau suffisant pour que  $K > 20$ . Relèvent également de la même classe les barrages des hauteurs supérieures à 2m, qui retiennent aussi plus de 0.05 millions de  $m^3$  et pour lequel il existe au moins une habitation à moins de 400 m à l'aval du barrage.*

*Toutefois, par sécurité, une surveillance approfondie sera faite annuellement.  
Une surveillance accrue sera faite lors du premier remplissage.*

Les consignes ainsi que les fiches « COMPTE RENDU DE VISITE DE SURVEILLANCE » seront préparées et jointes au dossier d'incidence. Celles-ci seront complétées chaque année et disponibles au siège de l'exploitation.

La retenue sera équipée d'organes de sécurité, type surverse répondant à la réglementation en vigueur et d'une vidange de son volume hors sol.



## 3.6 Servitude

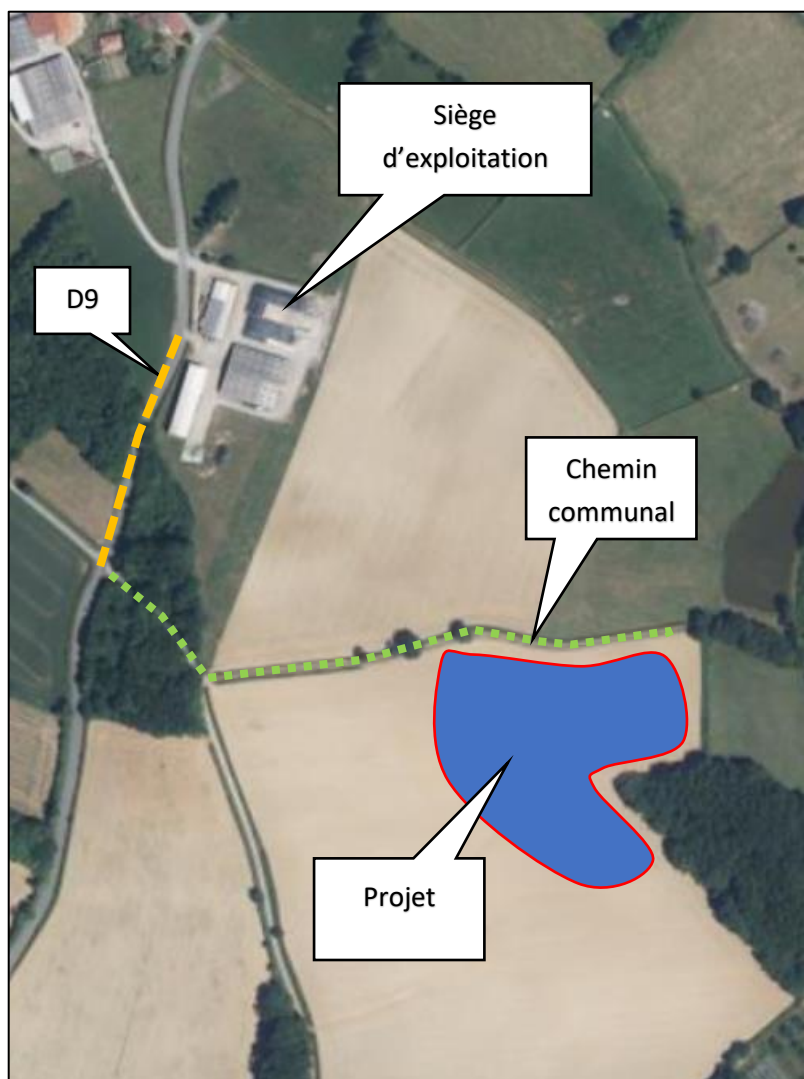
Après consultation des services Réseaux et canalisations, l'aire d'étude n'est pas concernée par un ou des réseaux.

Liste des ouvrages								
Liste des exploitants à contacter - 0 résultat								
Catégorie	Classe	Positionnement	◆ Société, Agence	◆ CP	◆ Commune	◆ Tél. Urgence	◆ Fax. Urgence	◆ Tel. Endom.
Aucun élément								

L'entreprise TP devra tout de même entreprendre une démarche DICT avant tout travaux.

### 3.7 Accès à l'ouvrage

L'accès à la retenue sera possible depuis le chemin communal provenant du Hameau des Houillères.



### 3.8 Incidences des travaux

Les travaux seront réalisés au moyen des engins suivants :

- Pelleteuse à chenille pour le terrassement de la tranchée d'ancrage et l'extraction de l'argile
- Bull à lame pour la mise en place de la terre
- Compacteur pied de mouton, pour le compactage
- Tracteur benne pour le transport de la terre

La phase de travaux pourra être à l'origine de désagréments d'ordre sonores (bruits des engins...), olfactifs (poussières, MES...).

Mesures mises en place :

Afin de limiter les risques de pollution :

- des zones de stockage de matériels et de matières premières en dehors de la zone de collecte des eaux de ruissellement.

- Le stockage de matières dangereuses, toxiques ou polluantes devra obligatoirement être positionné en dehors de la zone de collecte des eaux de ruissellement
- l'entretien des engins de chantier sera effectué hors site
- lors des entretiens journaliers les huiles de vidange ou hydrauliques ainsi que les cartouches de graisse devront être récupérés et stockées au siège social de l'entreprise.

Les entreprises sont responsables de leurs déchets, et le chantier devra être nettoyé avant la réception de l'ouvrage.

Durée des travaux estimée : 4 semaines.

Les travaux seront effectués hors période de reproduction.

Les services archéologiques de la DRAC sont consultés pour avis u titre de l'archéologie préventive.

#### Cas de découverte fortuite durant les travaux :

Le code du patrimoine définit comme découverte fortuite la mise au jour de monuments, ruines, substructions, mosaïques, élément de canalisation antique, vestiges d'habitation ou de sépulture anciennes, inscriptions ou plus généralement tout objet pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art ou l'archéologie faite à la suite de travaux ou d'un fait quelconque.

L'inventeur de vestiges ou d'objets, c'est-à-dire l'auteur de la découverte, ainsi que le propriétaire du lieu où ils ont été découverts, sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, qui doit le transmettre sans délai au préfet.

### 3.9 Réseau de canalisations et parcellaire irrigable

Le parcellaire irrigable, ainsi que le tracer des canalisations sera établi pour le cas par cas.

Aucun assèchement de zone humides n'est a prévoir.

## 4. Le SDAGE et le SAGE

Le projet répondra aux dispositions du SDAGE Loire Bretagne afin d'être compatible et acceptable à sa création.

Enfin, la retenue tiendra compte également du SAGE en place sur ce secteur, le SAGE du Lay.

### 4.1 Le SDAGE Loire Bretagne

Le comité de bassin a adopté le 3 mars 2022 le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) pour les années 2022 à 2027 et il a émis un avis favorable sur le programme de mesures correspondant. L'arrêté du préfet coordonnateur de bassin en date du 3 mars 2022 approuve le SDAGE et arrête le programme de mesure.

Le programme de mesures identifie les actions nécessaires à mettre en œuvre sur six ans pour satisfaire aux objectifs environnementaux définis par le SDAGE, à savoir l'atteinte du bon état des eaux et la satisfaction des objectifs associés aux zones protégées concernant la baignade et la conchyliculture.



C'est un document élaboré et arrêté par le préfet coordonnateur de bassin, qui associe le comité de bassin et recueille son avis.

Le SDAGE Loire Bretagne définit 15 actions clés visant à la réalisation de ses objectifs environnementaux :

1. Repenser les aménagements de cours d'eau
2. réduire la pollution par les nitrates
3. réduire la pollution organique
4. maîtriser les pollutions par les pesticides
5. maîtriser les pollutions aux substances dangereuses
6. protéger la santé en protégeant l'environnement
7. maîtriser les prélèvements
8. préserver les zones humides et la biodiversité
9. rouvrir les rivières aux poissons migrateurs
10. préserver le littoral
11. préserver les têtes de bassin versant
12. crues et inondations
13. renforcer la cohérence des territoires
14. mettre en œuvre des outils réglementaires et financiers
15. informer, sensibiliser, favoriser les échanges

De par ses caractéristiques et comme le mentionne le contenu de ce dossier, le projet semble à première vue compatible avec l'ensemble des orientations fondamentales et les dispositions du SDAGE LOIRE BRETAGNE, notamment sur les orientations :

Repenser les aménagements de cours d'eau 1C 1C-1 = débit minimum dans cours d'eau

Limiter et encadrer la création de plan d'eau 1E 1E-1 à 1E-3 = économie, volume disponible en ZRE voir 7A-2, déconnexion du réseau hydrographique et période de remplissage

Protéger la santé en protégeant la ressource en eau 6D, 6E 6E1 à 6E3 = pollution des eaux, eau potable, gestion des masses d'eau, captage.

Maîtriser les prélèvements d'eau 7A 1,2,6, 7B 1,2,3,4,5, 7C 1,2,3,4 7D 2,4,5,6,7 7E 1 à 4 = débit moyen mensuel, ajustement des volumes (HMUC), autorisation de prélèvement, soutien à l'étiage, rivière réalimentée, gestion du prélèvement, marais poitevin, stockage hivernal, période de prélèvement, interception d'écoulement, restriction prélèvement.

La zone humide 8 A 3 8 B1 = meilleure option environnementale éviter réduire compenser

## 4.2 Le règlement du SAGE du Lay

### PORTEE JURIDIQUE DU REGLEMENT

#### PRIORITES D'USAGES DE LA RESSOURCE

Article 1 : Répartition des volumes globaux par usage

Article 2 : Consommation départementale, interconnexion et bassin du LAY

## REGLES PARTICULIERES POUR ASSURER LA RESTAURATION ET LA PRESERVATION DE LA QUALITE DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 3 : Améliorer le traitement du phosphore et de l'azote dans les stations d'épuration

Article 4 : Diminuer les apports phosphorés sur les bassins versants l'alimentation en eau potable

Article 5 : Inondations : lutte contre les vitesses de ruissellement

Article 6 : Ruissellement : règle spécifique concernant la gestion des eaux pluviales

Article 7 : Meilleure gestion des lâchers des barrages en période d'étiage

Article 8 : Volume prélevable pour l'irrigation à partir de la nappe du sud Vendée

Article 9 : Règles pour l'entretien et la conservation du réseau hydraulique du marais

**L'étude loi sur l'eau démontrera la compatibilité du projet avec le SDAGE LOIRE-BRETAGNE et le SAGE du LAY**

## 5. Conclusion

Le projet de création de plan d'eau du GAEC LES HOUILLERES devrait être soumis à déclaration suivant le code de l'environnement, au titre de la loi sur l'eau.

Au vu de l'ensemble des premiers éléments, le projet présenté dans cette étude semble respecter l'ensemble des dispositions réglementaires, permettant sa mise en œuvre.

Une étude technique sera effectuée, afin de déterminer la faisabilité du projet en tenant compte des matériaux en places et de la topographie du site. Cette étude déterminera aussi le dimensionnement précis de la retenue et ses caractéristiques techniques.